



Roubaix, le 16 octobre 2018

## Ressources

### ► Politique de la ville : cadre réglementaire et actualité

Ministère de la cohésion des territoires, **La France, une chance : mobilisation nationale pour les habitants des quartiers**, juillet 2018, dossier de presse, 32 p.

<http://www.cget.gouv.fr/actualites/les-engagements-du-gouvernement-pour-garantir-les-memes-droits-favoriser-l-emption-et-faire-republique>

Cette présentation de la feuille de route nationale de la Politique de la ville permet de synthétiser les différentes annonces présidentielles et gouvernementales en faveur des quartiers prioritaires et de leurs habitants. Les actions arrêtées s'inscrivent dans trois axes :

- Garantir les mêmes droits aux habitants : permettre aux individus d'être en situation d'égalité et de vivre dans des quartiers comme les autres. Cela passe par des actions ciblant la sécurité, la mixité sociale, le logement et le cadre de vie, la solidarité et la mobilité.
- Favoriser l'émancipation : agir en matière d'éducation, d'emploi et d'insertion professionnelle pour donner à chacun, dès le plus jeune âge, les mêmes chances de réussite et la possibilité de choisir sa vie.
- Faire République : l'État doit assurer ses fonctions régaliennes et son rôle de facilitateur auprès des acteurs locaux. Il faut restaurer la République partout et pour tous, dans toutes ses composantes : prévention des discriminations, prévention de la radicalisation, solidarité territoriale, soutien aux acteurs de terrain, engagement, accès à la culture et promotion de l'égalité femmes-hommes.

Ces mesures d'équité territoriale engagent au premier chef l'État, mais également les collectivités territoriales – avec Le pacte de Dijon – et les entreprises (PaQte avec les entreprises) ainsi que les associations structurantes au travers d'un partenariat national.

**Voir aussi : IREV, Le point sur... l'Actualité de la politique de la ville (août 2018) :**

<http://www.irev.fr/thematiques/politique-de-la-ville-dsu/le-point-sur-lactualite-de-la-politique-de-la-ville-aout-2018>

Commissariat Général à l'Égalité des territoires (CGET), **Cahiers de la co-construction**, 2018

Ces cahiers sont le fruit de la concertation animée par le ministère de la Cohésion des territoires, à la demande du président de la République dans son discours du 14 novembre 2017. Ils présentent : les avis du Conseil National des Villes, des conseils citoyens (rassemblés lors d'un hackathon fin 2017), la synthèse de la mobilisation à l'échelle locale animée par les préfets, avec les collectivités territoriales, les associations, les conseils citoyens, les bailleurs sociaux, permettant d'identifier plus de 250 actions innovantes dans 72 départements, les résultats des travaux des 10 groupes de travail nationaux avec les acteurs de cette politique : élus, associations, entreprises... afin de traiter de tous les sujets qui concernent les habitants, au premier rang desquels, l'éducation, l'accès à l'emploi, au sport et à la culture, la lutte contre les discriminations. Enfin, les contributions de la Fédération des Centres sociaux et Socioculturels de France (FCSF), le PôleS, Question de Ville (association des directeurs des centres de ressources de la politique de la ville) et l'Union sociale pour l'habitat (USH) font l'objet de quatre « Cahiers de la co-construction ».

[http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/cahiers\\_de\\_la\\_co-construction.zip](http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/cahiers_de_la_co-construction.zip)

BORLOO, Jean-Louis, **Vivre ensemble, vivre en grand. Pour une réconciliation nationale**, Ministère de la cohésion des territoires Paris : Ministère de la cohésion des territoires, 2018. - 161 p. ill.

Le 14 novembre 2017, à Tourcoing, le Président de la République a défini les grands principes d'un Plan de mobilisation en faveur des quartiers. Dans la suite, M. Jean-Louis Borloo, ancien ministre de la cohésion sociale, a été chargé d'une mission visant à présenter des propositions en vue de l'élaboration de ce Plan. En lien avec des élus et des associations de terrains, l'auteur propose dix-neuf programmes thématiques pour relancer la politique de la ville : rénovation urbaine, emploi, éducation, sécurité et justice, associations, lutte contre les discriminations, etc.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32489](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32489)



Observatoire National de la Politique de la Ville (ONPV), **Observatoire national de la politique de la ville : rapport annuel 2017** Paris : Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2018. - 265 p. ill. Ce rapport annuel sur l'évolution des quartiers prioritaires de la politique de la ville réalisé par l'Observatoire national de la politique de la ville est présenté en deux parties. Dans la première partie, sept études rendent compte de la mobilité résidentielle des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville. La seconde partie est constituée de courtes analyses statistiques sous forme de quarante-deux fiches thématiques sur chacun des trois piliers de la politique de la ville (cohésion sociale, emploi et développement économique, cadre de vie et renouvellement urbain) et les moyens financiers afférents.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32495](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32495)



### Loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028636804&categorieLien=id>

Ministère de la cohésion des territoires, **Circulaire du 6 février 2018 relative aux orientations de la politique de la ville pour 2018**

[http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/circulaire\\_du\\_6\\_fevrier\\_2018\\_te rv1802442c.pdf](http://www.cget.gouv.fr/sites/cget.gouv.fr/files/atoms/files/circulaire_du_6_fevrier_2018_te rv1802442c.pdf)

## EDUCATION, FORMATION

Collectif, **L'éducation prioritaire. Histoire(s) et enjeux pour demain** in *Diversité Ville-école-intégration (VEI)*, n°186, 4ème trimestre 2016

L'éducation prioritaire a 35 ans cette année. C'est pour la revue l'occasion de proposer un bilan des acquis de cette politique publique qui, malgré des relances régulières, est en permanence questionnée, voire remise en cause. Le numéro examine par ailleurs ce que la dernière « refondation » initiée en 2014 par Vincent Peillon apporte de nouveau en termes d'objectifs, de pilotage et d'accompagnement.

Ce numéro de Diversité a été conçu en association, et de manière complémentaire, à la Journée d'étude « 35 ans d'éducation prioritaire : histoire(s) et mémoire(s) pour demain », organisée le 1er juillet 2016 par l'Université Paris 8 et les Archives nationales.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32201](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32201)

DURU-BELLAT, Marie, VAN ZANTEN, Agnès, **Sociologie du système éducatif. Les inégalités scolaires**. Paris : Presses universitaires de France (Puf), 2016. - 237 p. (Quadrige) .

Autour de la question centrale des inégalités scolaires, très prégnante dans le débat public, cet ouvrage, en mobilisant les apports des meilleurs spécialistes, présente de façon claire et compréhensive un ensemble de résultats et d'interprétations. Il témoigne ainsi à la fois de la



pertinence sociale et politique de la recherche sociologique et de la diversité de ses approches.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32375](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32375)

MONS, Nathalie, **Comment l'école amplifie-t-elle les inégalités sociales et migratoires ?**, Dossier de synthèse, Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO), 2016. 56 p.

Ce dossier est une synthèse du rapport de 2016 du Conseil national d'évaluation du système scolaire (CNESCO) : "Comment l'école amplifie-t-elle les inégalités sociales et migratoires ?". C'est un travail de recherche collectif qui permet de mesurer et de comprendre l'ampleur et les formes réelles des inégalités sociales et migratoires à l'école et comment l'école française en 2016 fabrique de l'injustice scolaire.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32155](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32155)

Observatoire des évolutions sociales et urbaines - Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole, **Observation des quartiers en politique de la ville, Education 2017**, Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole (ADULM), 2018. 28 p. Ce travail réalisé à partir des données du Rectorat met en évidence la manière dont la ségrégation fortement présente au sein des quartiers de la métropole lilloise s'observe aussi dans le domaine de l'éducation, comment elle est renforcée au sein des collèges et lycées des quartiers de la politique de la ville et quels sont ses impacts sur les parcours scolaires des élèves.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32108](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32108)

Réseau ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), **Bibliographie "Prévention des discriminations et éducation"**, Réseau ressources pour l'égalité des chances et l'intégration (RECI), 2018. 12 p.

Cette bibliographie s'intéresse à la prévention des discriminations dans l'éducation, dans le champ scolaire (hors périscolaire). Elle recense la documentation parue depuis 2012 pour faire suite à la bibliographie Education « Discrimination, diversité, intégration, égalité des chances » réalisée par le réseau RECI en 2012 dans le cadre d'une réflexion sur les enjeux relatifs à la gestion de la diversité et à la lutte contre les discriminations dans le champ éducatif.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32179](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32179)

LOI n° 2018-771 du 5 septembre 2018 **pour la liberté de choisir son avenir professionnel** -<https://www.legifrance.gouv.fr/eli/loi/2018/9/5/MTRX1808061L/jo/texte>

CEREQ, **20 ans d'insertion professionnelle des jeunes : entre permanences et évolutions**, *CEREQ Essentiels*, 2018, n°1

Depuis 20 ans, les enquêtes Génération visent à éclairer la connaissance sur l'insertion professionnelle des jeunes et aident au pilotage des politiques publiques qui l'accompagnent. Selon les éditions, entre 20 000 et 55 000 jeunes sortis la même année du système scolaire ont été interrogés sur leurs premières années de vie active.

Grâce à ce dispositif, le Céreq peut aujourd'hui rendre compte des permanences et des principaux changements en matière d'accès des jeunes au marché du travail, au terme de deux décennies marquées par l'installation du chômage massif et par un accès toujours plus important à l'enseignement supérieur.

Ce travail de synthèse et d'analyse sur longue période est l'occasion d'une prise de recul utile au moment où le champ de la relation formation emploi connaît, ou s'apprête à connaître, une série de réformes.

<http://www.cereq.fr/publications/Cereq-Essentiels/20-ans-d-insertion-professionnelle-des-jeunes-entre-permanences-et-evolutions>

CEREQ, **La formation en entreprise face aux aspirations des salariés**, CEREQ Bref, n°357, juillet 2017, 4 p.

Alors que les salariés occupant les emplois les moins qualifiés expriment, aussi souvent que les autres, le souhait de se former, ils formulent nettement moins de demandes de formation. Comment expliquer ce décalage ? Si le souhait de se former va de pair avec les



perspectives professionnelles perçues par les salariés, en lien avec leurs aspirations, l'expression de demandes de formation relève plutôt des pratiques d'entreprises.

<http://www.cereq.fr/publications/Cereq-Bref/La-formation-en-entreprise-face-aux-aspirations-des-salaries>

C2RP – CARIF-OREF Hauts-de-France : **Guide de la réforme de la formation professionnelle**

<http://www.c2rp.fr/la-reforme-de-la-formation-professionnelle>

C2RP – CARIF-OREF Hauts-de-France : **Annuaire des aides et dispositifs à destination des demandeurs d'emploi (emploi, formation, insertion)**

<http://www.c2rp.fr/dispositifs/cat-public/demandeur-demploi>

DARES, **Les dispositifs spécifiques d'emploi aidé et de formation au 2e trimestre 2018**, DARES-Indicateurs 2018 – 044, septembre 2018

À la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 2018, le nombre de bénéficiaires d'emploi aidé en France métropolitaine s'élève à 1,18 million, en baisse de 38 000 par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le nombre d'emplois aidés est en baisse de 339 000 (-22,3 %), sous l'effet de la diminution des contrats aidés (-41,0 %) et des aides à l'embauche ciblées (-38,5 %). Les contrats en alternance sont en hausse de 4,1 %.

Le nombre de personnes en recherche d'emploi en formation est stable au 2<sup>e</sup> trimestre 2018. Fin juin 2018, 228 000 personnes en recherche d'emploi sont en formation, 31 000 personnes de moins qu'un an auparavant (-11,8 %).

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/article/les-dispositifs-specifiques-d-emploi-aide-et-de-formation-au-2e-trimestre-2018>

DUBAR, Claude. « III. **Les publics de la formation professionnelle continue : quelles inégalités sociales ?** », in *La formation professionnelle continue*. La Découverte, 2015, pp. 55-74.

Ce livre donne les clés permettant de connaître et de comprendre les évolutions en cours de la formation professionnelle continue dans la France et l'Europe des années 2010. En particulier les auteurs proposent un examen des trois difficultés avec lesquelles la loi de mars 2014 sur la formation professionnelle voulait rompre : insuffisante efficacité économique, fortes inégalités sociales et gouvernance politique opaque et bureaucratique.

**PEREZ Coralie**, « **Pourquoi les travailleurs précaires ne participent-ils pas à la formation professionnelle continue ?** », in *Formation emploi*, 105, 2009, 5-19.

Les discours européens sur la flexicurité, les orientations récentes du système institutionnel français de formation continue et certaines pratiques de management convergent vers une responsabilisation accrue du travailleur dans l'entretien et l'amélioration de ses compétences. Dans ce contexte cet article s'interroge sur le rapport à la formation des travailleurs précaires. Il cherche à éclairer les déterminants de leur (non) participation à la formation en analysant leurs réponses à la question ouverte, posée dans l'enquête « Formation Continue 2000 », complémentaire à l'enquête Emploi, réalisée par l'Insee et le Céreq : « *pourquoi n'avez-vous pas suivi de formation depuis deux ans ?* ». Ainsi, la précarité de l'emploi conditionne bien l'engagement en formation mais sur des dimensions qui dépendent du type de trajectoire.



Alliance ville emploi (AVE), **Gestion prévisionnelle territorialisée des emplois et des compétences et Politique de la ville**, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2014. - 44 p.

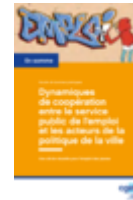
Ce document est issu d'un partenariat entre le CGET et Alliance Villes Emploi. Son objectif est de présenter l'intérêt d'une démarche de Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences pour un territoire. Dans une volonté forte d'articuler la politique de la ville

avec les enjeux de développement économique et d'insertion professionnelle, la GPECT représente un outil qu'il faut envisager. La première partie de ce document s'attache à décrire les objectifs précis de la GPECT, les conditions de sa mise en place et l'approche spécifique développée en lien avec la politique de la ville. Dans un second temps sont présentés des exemples d'actions de GPECT menées sur différents territoires.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31165](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31165)

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), **Dynamiques de coopération entre le service public de l'emploi et les acteurs de la politique de la ville : Guide de bonnes pratiques**. Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2016. - 134 p. (En somme)

Les habitants des quartiers de la politique de la ville sont particulièrement touchés par le chômage, en particulier les jeunes. Si le service public de l'emploi est fortement mobilisé, d'autres acteurs, qui n'œuvrent pas directement dans le champ de l'emploi, agissent également en amont ou en aval. Ils concourent aussi à l'insertion professionnelle des habitants, et leur bonne articulation avec le service public de l'emploi est déterminante.



Ce guide constitue un recueil de bonnes pratiques, observées dans le cadre d'une étude conduite par le CGET, en collaboration avec la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle, Pôle emploi et l'Union nationale des missions locales. Plus qu'un simple recensement, il analyse ces dynamiques partenariales et propose des pistes d'action pour optimiser et diffuser ces expériences en les adaptant à chaque territoire. Il démontre ainsi le rôle des associations et des entreprises aux côtés du service public de l'emploi et leur contribution utile dans le cadre des contrats de ville.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32626](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32626)

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), **Guide pratique de création et d'animation d'un réseau de parrainage vers l'emploi au sein des entreprises**, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2016. - 22 p.

Elaboré en lien avec les principaux réseaux de parrainage et les signataires de la charte "Entreprises et quartiers", ce guide pratique est destiné aux entreprises qui souhaitent créer et développer un réseau de parrains au sein de leurs équipes. Ce guide vise à soutenir le recours au parrainage en faveur des quartiers prioritaires de la politique de la ville, et ce quelle que soit la taille de l'entreprise.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32623](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32623)

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), **Des solutions pour faciliter l'emploi des femmes dans les quartiers. : Accueil des jeunes enfants**, Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) ; Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2015. - 92 p.

Cette publication, réalisée en partenariat par le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), la Direction générale de la cohésion sociale (DGCS) et la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF), fait suite à un appel à projets portant sur l'expérimentation de modes de gardes adaptés pour les familles des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Face au constat que l'absence de modes de garde adaptés représente un obstacle majeur à l'insertion durable des femmes sur le marché du travail, tout particulièrement dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville, cette publication se présente comme un recueil de témoignages et de fiches pratiques à destination des acteurs locaux souhaitant développer des actions en la matière, notamment dans le cadre de l'élaboration des nouveaux contrats de ville.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=30954](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=30954)

France Stratégie, **Favoriser l'insertion économique des jeunes issus de l'immigration**, in *La Note d'Analyse*, Hors-série, Mars 2015, 8 p.

Face au constat que les descendants d'immigrés et les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville cumulent les difficultés et que cela nécessite la prise de mesures



spécifiques, aussi bien du côté de la politique de la ville que des politiques de droit commun, cette note formule des propositions visant l'articulation entre des mesures de politiques de droit commun renforcées, des mesures spécifiques aux habitants de ces quartiers et des mesures ciblant les immigrés et les descendants d'immigrés. Elle s'organise autour de quatre parties thématiques, représentatives des domaines dans lesquels les jeunes issus de l'immigration et les habitants des quartiers de la politique de la ville rencontrent le plus de difficultés : enfance et éducation (car une grande partie des inégalités s'y construisent, bien avant l'insertion sur le marché du travail), emploi et formation, logement et mobilité, lutte contre les discriminations.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31442](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31442)

MATHIVET, Cécile RAOUL-CHASSAING, Isabelle, **Recruter, recruté(e)s, recrutez, ... dans les quartiers ? Favoriser le recrutement dans les quartiers prioritaires de la politique de la Ville, regards croisés d'entreprises**, Paris La Défense : Lab'ho, 2016. - 88 p.

Les groupes Adecco, Casino et SNCF ont confié au Lab'Ho la réalisation de cette étude auprès de cent acteurs de la Ville, recruteurs et responsables Formation, Insertion, Diversité ou Ressources Humaines. Inscrite dans le contexte de mobilisation des entreprises en faveur des quartiers politique de la ville (avec la Charte Entreprises & Quartiers signée entre le Ministre de la Ville et les entreprises depuis 2014), cette étude a pour objet de mettre en lumière les savoirs-faire et les meilleures pratiques de recrutement favorable à l'emploi des publics issus des quartiers prioritaires de la politique de la Ville et d'établir un guide de recommandations et d'actions pour accompagner la mobilisation des acteurs économiques. L'étude se centre sur les hypothèses nouvelles : les recruteurs adaptent-ils leurs processus aux spécificités des habitants des quartiers prioritaires ? Comment vont-ils à leur rencontre pour construire avec eux parcours et trajectoires professionnelles pérennes ? Quelles adaptations mettent-ils en valeur ? Au travers d'entretiens, d'une enquête qualitative adressée à plus de 400 recruteurs, en termes de méthodologie, l'étude s'est déroulée en deux temps : une phase qualitative fondée sur près de 90 entretiens avec des recruteurs, candidats, recrutés, clients et partenaires des commanditaires de l'étude ; et une enquête quantitative en ligne adressée aux recruteurs des trois entreprises, portant sur les processus de recrutement de publics faiblement qualifiés. Au total, 411 recruteurs ont témoigné de leurs pratiques.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32075](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32075)

IREV, **Le Point sur... Actualités Emploi, formation professionnelle et Politique de la ville** (octobre 2018)

[http://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/point\\_sur\\_actualite\\_emploi\\_formation\\_professionnelle\\_2018\\_10.pdf](http://www.irev.fr/sites/default/files/atoms/files/point_sur_actualite_emploi_formation_professionnelle_2018_10.pdf)

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), **Entreprises et Quartiers : une charte levier de développement économique et social**, *En Bref*, #35 - mars 2017, 4 p. - <http://cget.gouv.fr/>

Initiée en 2013 par le ministère de la Ville, la Charte Entreprises et Quartiers constitue une approche originale de collaboration entre le monde économique et les acteurs de la politique de la ville. Elle vise à accroître l'implication des entreprises dans le développement économique et social des quartiers prioritaires. Mobilisant initialement des grands groupes de dimensions nationale et internationale, elle intègre à présent de plus en plus des PME et se décline progressivement dans tous les territoires.

Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) anime la mise en œuvre de la Charte avec l'appui des réseaux Les Entreprises pour la Cité, les Clubs régionaux d'entreprises partenaires de l'insertion (Crep) et la fondation Agir contre l'exclusion (Face).

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32021](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32021)

Collectif, **Effets de la rénovation urbaine sur le développement économique et l'emploi : synthèse**, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2016. - 27 p. (En détail, ISSN 978-2-11-129).

Cette étude a été commandée par le CGET, douze ans après le lancement du programme national de rénovation urbaine (PNRU) qui visait notamment la lutte contre le manque de diversité urbaine des quartiers, et alors que commence le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).



L'analyse qu'elle fait des effets de la rénovation urbaine sur le développement économique et l'emploi permet de formaliser les principaux facteurs de réussite de ces projets. En effet, de réels progrès sont observés dans les quartiers : l'activité économique et commerciale - qu'elle soit nouvelle ou transférée - y a trouvé sa place, même de manière limitée ; les clauses d'insertion ont prouvé qu'une mobilisation de l'ensemble des partenaires sur un objectif précis produit des résultats tangibles. Sur la base des analyses des effets sur le développement économique et l'emploi, l'étude formule des préconisations destinées aux acteurs locaux et nationaux impliqués notamment dans les projets du NPNRU.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31814](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31814)

Collectif, **Etude sur l'innovation dans les quartiers de la politique de la ville**, Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2017. - 134 p. Pendant deux ans, le CGET a réalisé une étude sur les ressorts de l'innovation dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Objectifs : repérer les facteurs de développement économique et encourager la création d'emploi. Cette étude, conduite autour d'une centaine d'initiatives sur le terrain entre 2015 et 2016, dresse un état de lieux et observe les processus d'innovation dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31852](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31852)

CR-DSU, **Développement économique dans les quartiers : illusion ou renaissance ?** *Les cahiers du DSU*, n°64 - deuxième semestre 2016, 48 p.

L'objectif de ce numéro est de décrypter les changements induits par la réforme de la politique de la ville en matière de développement économique ainsi que les évolutions récentes. Il interroge si et comment ce double contexte peut être porteur de nouvelles dynamiques locales dans les quartiers. Ce numéro vise plus précisément à donner des repères sur la question économique dans le cadre de la réforme de la politique de la ville. Il présente comment les objectifs nationaux sont appréhendés et déployés à l'échelle locale par les acteurs publics, privés (notamment les entreprises) et les habitants. Il pointe les enjeux en matière d'offre immobilière et d'implantation commerciale. Il valorise enfin des projets et expériences innovants dans les quartiers et qui incarnent d'autres manières de faire du développement économique local.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31815](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31815)

Collectif, **Entreprendre dans les quartiers : les conditions de la réussite**, Paris : Terra Nova ; Maisons-Alfort : Bpifrance, 2016. - 111 p.

Cette étude, publiée par Terra Nova et Bpifrance Le Lab contredit les clichés sur les entrepreneurs des zones urbaines sensibles (Zus). Elle constate notamment que ce sont plutôt des jeunes, diplômés et actifs qui créent leur entreprise dans les quartiers. Les PME employant plus de 10 personnes sont plus représentées dans les Zus (10%) que dans la moyenne nationale, contredisant également le cliché de la micro-entreprise (2 ou 3 salariés). Cet entrepreneuriat a également la particularité de s'appuyer sur un écosystème local très solidaire. Cependant, cette étude montre que ces entrepreneurs rencontrent le même genre de difficultés que les autres entrepreneurs, notamment lorsqu'il s'agit de se développer et de dépasser les limites du marché local. Les recommandations formulées dans l'étude mettent en avant la nécessité de mieux connaître et reconnaître la qualité de ces entrepreneurs d'une part, et d'adapter différents outils et dispositifs d'autre part pour favoriser leur développement.



[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31768](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31768)

Epareca, **Etat des lieux du commerce et de l'artisanat dans les quartiers d'intérêt national du NPNRU - Focus régional : Hauts-de-France**, Epareca, 2018. - 6 p.

Au cours du second semestre 2015, l'Epareca a mené un état des lieux dans les 216 quartiers prioritaires du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), dont 25 quartiers des Hauts-de-France. Le but, recenser les activités commerciales et artisanales de ces quartiers afin de disposer d'informations qualitatives et quantitatives permettant d'évaluer le dynamisme économique, commercial et artisanal, de ces territoires.

Cet état des lieux permet de produire une photographie de l'existant à l'aune des projets urbains envisagés afin de caractériser les évolutions du tissu commercial, de cibler les interventions à conduire pour conforter les polarités les plus fragiles et de disposer d'un éclairage sur le potentiel économique, notamment artisanal, de ces quartiers. Les départements concernés par l'étude sont : Aisne, Nord, Oise, Pas-de-Calais, Somme.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32080](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32080)

IREV, **Pop-Up dév éco : le quartier activateur Synthèse**. - Lille : Institut régional de la Ville (IREV), 2017. - 23 p.

Cette synthèse restitue les échanges qui se sont tenus lors du « Pop-Up dév éco : le quartier activateur », le 21 septembre 2017 à Amiens. Les débats étaient organisés autour de 5 *parcours thématiques* : Emergence et création ; Potentiel urbain ; Coopération ; Dynamiques commerciales ; Territoires

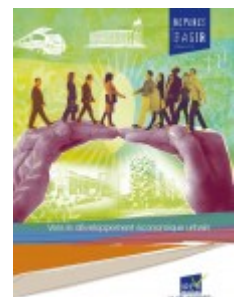
Le lecteur y trouvera des zooms sur des témoignages, des points d'information et des renvois vers des ressources ; fiches d'expérience et documents permettant à chacun de continuer à échanger sur le sujet et pouvoir construire sa propre stratégie de développement économique locale appliquée aux quartiers.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32102](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32102)

Institut régional de la Ville (IREV), **Vers le développement économique urbain**, PETIT, Morgane, Dir. MARTIN, Pierre-Edouard, Coord. . - Lille : Institut régional de la Ville (IREV), 2015, 95 p., (Repères pour agir; 5). Bibliogr. pp. 84-93. Webliogr. p. 93. Glossaire

La loi pour la ville et la cohésion urbaine incite à repenser l'approche du développement économique en faveur des quartiers en dépassant les logiques d'insertion et d'emploi majoritairement mobilisées dans les précédentes contractualisations. Comment appréhender ce pilier développement économique et emploi des contrats de ville ? Comment renouveler les approches des acteurs locaux pour que le croisement des politiques de développement local et économique inscrive de manière durable les quartiers et leurs habitants dans de nouvelles trajectoires ? Soutenu par les membres du GIP (Etat, Région Nord Pas-de-Calais, Département du Nord) et la Caisse des dépôts, l'IREV a proposé aux acteurs du développement économique et du développement social urbain (cohésion sociale, renouvellement urbain) d'explorer de nouveaux modes de faire s'appuyant sur une coopération entre les approches et cultures professionnelles. Ce nouveau modèle, dit de « développement économique urbain », questionne en premier lieu le système d'acteurs et invite à, conjointement, aller vers les acteurs privés (les entreprises) et les habitants des quartiers concernés. Favoriser le croisement de ces mondes apparaît un préalable à l'opérationnalité, qu'il s'agisse de susciter l'implantation d'entreprises dans ou à proximité des quartiers, de faciliter l'entrepreneuriat et la création d'activités par les habitants ou encore de mailler compétences des quartiers et besoins de main d'œuvre.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31370](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31370)







Profession Banlieue, **Le développement économique des quartiers populaires : De l'approche globale à l'action locale**, *Les cahiers de Profession Banlieue*, Novembre 2016, 237 p.

En 40 ans d'existence, les priorités et les moyens de la politique de la ville ont varié souvent, mais le volet du développement économique en est historiquement considéré comme le parent pauvre. La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ambitionne de faire la synthèse des différentes époques en misant sur l'articulation entre trois piliers du développement : le cadre de vie et le renouvellement urbain, la cohésion sociale, le développement de l'activité économique et de l'emploi.

Cet ouvrage nous enseigne que le développement économique des quartiers passe par la définition d'une stratégie globale mettant en relation effective des acteurs de la politique de la ville et des acteurs du développement économique. Cette démarche doit s'appuyer sur un diagnostic solide du point de vue de la méthode et de la prise en compte des différentes logiques à l'œuvre, économiques et sociales. Elle doit aussi être en capacité d'activer les leviers permettant de favoriser à la fois l'initiative économique dans les quartiers populaires et l'accès à l'emploi de leurs habitants. Cette publication mêle ainsi réflexions de fond et présentation d'outils plus opérationnels. (fiches d'expériences ...).

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31848](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31848)

RésO Villes, **Le développement économique des quartiers. Quelles nouvelles alliances porteuses d'innovations ?** Nantes : RésO Villes (centre de ressources politique de la ville Bretagne Pays de la Loire), 2017. - 27 p.

Afin de faciliter les démarches conciliant développement économique des quartiers Politique de la ville et développement social urbain, RésO Villes, centre de ressources Politique de la ville Bretagne et Pays de Loire, ainsi que la Caisse des Dépôts et VEOLIA, les partenaires du programme développement économique urbain ont impulsé un vaste chantier pour relier deux mondes qui s'ignorent en révélant des innovations, des pratiques propres à inspirer les territoires. Sans vouloir être exhaustif, cette première publication vise à donner des clés de lecture, vulgariser des pratiques et inspirer les acteurs des territoires pour s'engager vers un développement inclusif des quartiers.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32193](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32193)

VAN DE WALLE, Isabelle, ALDEGHI, Isa, **L'entrepreneuriat féminin dans les quartiers populaires : Analyses autour de l'objectif de 40% de femmes parmi les créateurs d'entreprise résidents des quartiers de la géographie prioritaire**, Cahier de recherche du Crédoc, n°322, Décembre 2015, 40 p.

Dans un contexte où les femmes sont plus touchées par le sous-emploi et moins bien rémunérées que les hommes, et où l'entrepreneuriat se présente de plus en plus comme une piste pertinente pour lutter contre le chômage, cette recherche s'intéresse à l'entrepreneuriat féminin, et plus particulièrement à celui dans les quartiers populaires.

Le Plan National pour l'entrepreneuriat féminin de 2013 fixe comme objectif 40% en 2017 de femmes entrepreneurs. Hors aujourd'hui, les femmes ne représentent que 30% des créateurs d'entreprises, et 22% des entrepreneurs des quartiers. Pour analyser les objectifs de ce plan, cette recherche s'est basée sur les résultats de l'enquête Emploi de l'INSEE et sur une enquête du CREDOC auprès de 920 habitants des prioritaires de la future métropole Aix-Marseille-Provence financée par la Mission interministérielle Projet métropolitain et la Caisse des dépôts PACA.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31557](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31557)

Villes et territoires Languedoc-Roussillon, **Renforcer le pilier développement économique des contrats de ville : Etudes et repères pour l'action**, Villes et Territoires, 2017. - 57 p.

Capitalisation d'une étude-action d'accompagnement à l'ingénierie du pilier développement économique des contrats de ville, à Carcassonne dans l'Aude, Bédarieux dans l'Hérault et Vauvert dans le Gard. L'objectif était d'identifier les difficultés de mise en œuvre, puis de proposer des éléments méthodologiques permettant de les surmonter. Il convenait de définir des modalités de rapprochement entre les services politique de la ville et développement

économique, de démontrer les champs des possibles et proposer des outils pour la construction et le déploiement d'un plan d'action adapté aux enjeux locaux. Ce document présente les résultats des études-action et propose des exemples de bonnes pratiques.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32624](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32624)

## EGALITE FEMMES-HOMMES, PREVENTION DES DISCRIMINATIONS

ALESSANDRIN, Arnaud, DAGORN, Johanna, CHARAÏ, Naïma, **La ville face aux discriminations**, *Les cahiers de la LCD* (Lutte Contre les Discriminations), Vol. 1 – 2016, 143 p.

Dans ce premier numéro, "les cahiers de la LCD" s'intéresse aux usages, aux politiques et aux gouvernances de la ville. Depuis 2014, la politique de la ville s'ancre plus dans la lutte contre les discriminations. Les plans territoriaux de lutte contre les discriminations, inscrits au sein des contrats de ville, en attestent. Ce premier volume analyse différentes thématiques qui traversent le couple "ville" et "discriminations".

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32229](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32229)



Collectif, **L'égalité entre les femmes et les hommes. De l'intention à l'action.** : Cycle de qualification des 10, 17 et 24 juin 2016, Profession Banlieue, 2017. - 95 p., Bibliogr. 3 p.

Depuis la quatrième conférence mondiale sur les femmes qui a eu lieu à Pékin en 1995, la France s'est engagée dans une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes, régulièrement rappelée dans les orientations politiques. Mais, en dépit des avancées législatives, les situations sur le terrain restent contrastées. Comment lutter concrètement contre les discriminations envers les femmes ? À l'heure des contrats de ville nouvelle génération, qui imposent l'égalité femmes-hommes comme l'une des priorités, de quels outils disposent les collectivités pour intégrer cette question dans les trois piliers de la politique de la ville que sont la cohésion sociale, le cadre de vie et l'emploi ?

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=32401](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=32401)



Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), **Combattre les inégalités femmes-hommes dans les territoires fragiles**. *En Bref*, # 6 - Octobre 2015, 4 p.

<http://cget.gouv.fr/>

Dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les espaces très peu denses, l'accès des femmes à l'emploi reste difficile. C'est pourquoi le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) a fait de l'égalité femmes-hommes une priorité transversale notamment en matière d'éducation, de formation et d'emploi.

Ce sixième numéro d'En Bref permet de prendre la mesure des inégalités femmes-hommes et présente les moyens mobilisables par les différents acteurs, publics et privés, pour mieux les combattre. (Source : éditeur)

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31363](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31363)

Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh), **EGALiTER "Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés"**, Rapport n°2014-06-19, Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh), 2014, p.286.

Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCEfh) a remis en juin 2014 un rapport "Combattre maintenant les inégalités sexuées, sociales et territoriales dans les quartiers de la politique de la ville et les territoires ruraux fragilisés" à Mme la ministre des droits des femmes, de la jeunesse et des sports. Le rapport revient sur le fait que les femmes en situation de précarité sont les premières confrontées aux difficultés rencontrées dans les territoires politique de

la ville et ruraux fragilisés. Il propose des outils pratiques pour les acteurs et actrices et formule des recommandations à partir de trois priorités : emploi des femmes, espace public, citoyenneté et violences et accès aux droits et aux services. Le rapport propose une démarche globale dite EGALITER pour faciliter l'élaboration et la mise en oeuvre de politique d'égalité. Elle repose sur six piliers : le portage politique, la formation des acteurs et actrices, le ciblage des crédits en direction des femmes, la garantie de déclinaison territoriales, de coordination et d'animation de la démarche, l'innovation sociale et l'expérimentation dans les territoires et l'évaluation.

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=30887](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=30887)

MARTIN, Virginie, NAVES, Marie-Cécile, **Talents gâchés : le coût social et économique des discriminations liées à l'origine**, La Tour d'Aigues : Editions de l'Aube, 2015. - 174 p. (L'urgence de comprendre) . Cet essai part du constat que les discriminations coûtent cher à la société française : près de dix milliards d'euros de manque à gagner. En effet, l'Etat investit dans la formation d'une jeunesse à laquelle il n'est pas capable de garantir des embauches et qui ne permet donc pas en retour de produire de la richesse. En cause : une discrimination généralisée. Les auteurs analysent les mécanismes des discriminations liées à l'origine en questionnant le contexte philosophique et politique, mais également en s'intéressant aux ressorts, intériorisations et stratégies de contournement des discriminations (préjugés, auto-discrimination...). Ensuite, sont étudiés leurs coûts économique et social via une approche théorique puis micro et macro-économique. Un certain nombre de pistes d'actions pour les acteurs publics et privés sont également proposés.



[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31807](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31807)

MORDOHAY, François-Olivier, BESNARD, Camille, **Guide méthodologique et cas pratiques : Prévention et lutte contre les discriminations dans les contrats de ville : Les clés pour mettre en œuvre et évaluer les actions de prévention et de lutte contre les discriminations** Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET), 2015. - 165 p.- (En somme, ISSN 16337654)

Ce guide propose des clés pour l'évaluation des actions de prévention et de lutte contre les discriminations liées à l'origine et des actions d'accès aux droits. Il est le fruit d'une collaboration entre les services de l'État, les Directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, du Défenseur des droits et des partenaires associatifs. La deuxième partie de l'ouvrage présente des actions concrètes. La lutte contre les discriminations constitue un des axes des contrats de ville pour combattre les inégalités. Elle reste au cœur des enjeux du ministère de la Ville, au niveau national ou à l'échelle locale, pour s'attacher à lever le déni des acteurs privés et publics, pour mettre des mots sur la réalité vécue et pour renforcer l'enjeu fondamental qu'est la citoyenneté. (Source : éditeur)

[http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice\\_display&id=31479](http://biblio.reseau-reci.org/index.php?lvl=notice_display&id=31479)

Réseau RECI (Ressources pour l'égalité des chances et l'intégration), **Prévention des discriminations dans l'emploi : quel est le chemin parcouru depuis dix ans ?**, Note, Mars 2018, 16 p. <http://reseau-reci.org/>

Réalisée 10 ans après sa dernière note de cadrage sur la manière dont les entreprises appréhendaient la prévention des discriminations (2006), cette note a pour objectifs de faire le point sur le chemin parcouru : plus de 10 ans après, quel est l'état des savoirs ? Quelles sont les avancées, tant au niveau du cadre légal que des outils et des actions mises en place ? Telles sont les questions qui ont guidé l'élaboration de cette note de cadrage qui propose, en s'appuyant sur les ressources documentaires disponibles et les pratiques observées par les membres du réseau RECI, d'actualiser l'analyse de la situation, dans un contexte où le cadre et la sémantique continuent d'évoluer.



## RESSOURCES EN LIGNE

### **Commissariat Général à l'égalité des territoires (CGET)**

<http://www.cget.gouv.fr>

Le Commissariat général à l'égalité des territoires (CGET) conseille et appuie le Gouvernement dans la conception et la mise en œuvre des politiques de lutte contre les inégalités territoriales et de soutien au développement des territoires.

Retrouvez sur son site l'actualité de la politique de la ville, Publications et ressources (documents électroniques, infographies, vidéos...)



### **Réseau National des Centres de ressources politique de la ville**

<http://www.reseau-crpv.fr/>

Les 19 centres de ressources politique de la ville ont pour visée principale d'accompagner la qualification des acteurs du développement social et urbain, à commencer par les professionnels de la politique de la ville. Ils mettent à leur disposition des ressources (information, documentation, expérience...) et favorisent leurs échanges. Dans leurs missions, ils tiennent compte d'une part de l'évolution des politiques publiques et des transformations qu'elles induisent, et d'autre part des réalités territoriales, c'est-à-dire des besoins identifiés sur le terrain et des systèmes d'acteurs locaux. À ce titre, ils constituent des observateurs privilégiés des dynamiques territoriales urbaines.

Le site du Réseau national des CRPV propose un accès à une sélection des travaux de chaque CRPV ainsi que les productions collectives.



### **Réseau RECI**

<http://reseau-reci.org/>

Le Réseau RECI (Ressources pour l'Égalité des Chances et l'Intégration) produit des ressources pour aider à la compréhension et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'intégration, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

Il capitalise également la connaissance disponible dans sa base de données documentaires (plus de 20000 références), accessible à tous gratuitement. <http://biblio.reseau-reci.org>



Séminaire régional politique de la ville  
Développement économique, formation professionnelle et emploi :  
comment "aller vers" ?

Roubaix, le 16 octobre 2018



L'IREV est le Centre de ressources Politique de la Ville Hauts-de-France.

Un GIP qui rassemble Etat-Région, 15 intercommunalités et communes pilotes de la Politique de la ville et des membres associés pour faire progresser, ensemble, l'action publique en faveur de la cohésion sociale et territoriale.

Retrouvez les actualités de la politique de la ville et les ressources de l'IREV ainsi que l'agenda et les offres d'emploi en région sur

[www.irev.fr](http://www.irev.fr)